

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

22^{ème} année - N° 3926 - Vendredi 23 Juillet 2021 - Prix : 200 Fc

NON-RESPECT DES MESURES BARRIÈRES :

Azali menace de suspendre les festivités de mariages si...



Azali prononce son allocution de l'eid elkebir à Mitsoudjé.

LUTTE CONTRE LA COVID619 :

Les Émirats Arabes Unis octroient 300.000 doses Sinopharm

Après la Chine, c'est au tour des Émirats Arabes unis de venir au chevet du peuple comorien. 300.000 doses du vaccin chinois Sinopharm ont été réceptionnées par le chef de l'Etat Azali Assoumani mardi dernier et 600.000 autres sont attendues bientôt à Moroni.

Arrivées à bord d'un vol spécial mardi 20 juillet dernier, 300.000 doses du vaccin Sinopharm ont été réceptionnées par le chef de l'Etat Azali Assoumani. Ces doses viennent renforcer la campagne de vaccination déjà lancée depuis le 14 juillet pour endiguer la pandémie dans le pays. Présent à cette réception, le président de la République a salué ce geste louable de la part des Emirats. « C'est dans les moments difficiles qu'on reconnaît ses vrais amis, donc aujourd'hui ils nous ont témoigné leur solidarité. Un deuxième lot est attendu dans les prochains jours, déclare Azali

Assoumani. Ces doses vont nous permettre d'atteindre l'immunité collective ». Le chef de l'Etat appelle à la population à répondre massivement à la campagne de vaccination car selon lui, c'est de cette manière que le pays sortira de l'impasse pandémique.

De son côté, l'ambassadeur des Émirats Arabes Unis aux Comores, Saeed Al Meqbali a expliqué que ce lot rentre dans le cadre du programme d'aide et de coopération entre les Émirats et les Comores. « Les Emirats sont toujours prêts à soutenir ses frères musulmans dans le monde notamment nos frères comoriens », avance celui qui espère que cet appui va être utile dans cette lutte contre l'ennemi invisible, qui a dévasté le monde.

Dans un entretien avec la presse, la ministre de la santé Loub Yakouti Athoumani fait savoir que d'ici le 30 août, le pays espère vacciner 21% de la population. « L'objectif du gouvernement est d'atteindre les



Arrivée des 300 000 doses de vaccin à Hahaya.

80% de la population d'ici la fin de l'année, soit en décembre. Ce don que nous avons reçu, plus le don des chinois et l'achat gouvernemental nous permettra largement de vacciner au total 50% de la population »,

précise-t-elle, avant d'ajouter que « l'immunité collective, ne veut pas dire baisser la garde. Il faut appliquer les mesures préventives. Je salue les efforts du chef de l'Etat et son leadership, également les Émi-

rats Arabes Unis ». Il est à noter que 600.000 doses de Sinopharm sont attendues à Moroni très prochainement.

Andjouza Abouheir

DÉVELOPPEMENT LOCAL

Tsidjé sur la voie de la durabilité

C'est dans une grande effervescence qu'a eu lieu le mardi 20 juillet le lancement de l'atelier devant déboucher sur la validation du plan de développement durable de la ville de Tsidjé et cela en présence du Représentant régional de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) dans l'Océan Indien l'Ambassadeur Léonard Émile Ognimba, basé à Madagascar.

On a noté outre le chef d'Etat Major Youssouf Idjihadi en tant que président du comité de développement de la ville; le ministre des affaires étrangères M. Dhoulkamal, du directeur de cabinet du chef de l'Etat, de la Gouverneure de l'Ile de Ngazidja ainsi que du commissaire général au Plan.

L'Initiative « Tsidjé Ville durable » est un projet sociétal qui rassemble toutes les parties prenantes de la Ville depuis juillet 2017

par la réalisation d'un atelier de priorisation cibles des Objectifs de Développement Durable (ODD). Cela a permis de dégager les premières pistes d'action pour un développement durable de la ville. Faisant ainsi de la ville de Tsidjé la première ville de l'Union des Comores à réaliser cet exercice.

Par ailleurs, on rappellera qu'avec l'appui de l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD), un atelier de concertation et de cadrage du projet « Tsidjé ville durable », s'est tenue en novembre 2020 et a permis de ressortir 63 cibles urgentes ou prioritaires réparties à travers les 17 ODD et pour lesquelles la ville devra entreprendre des actions concrètes. Aussi, l'exercice a été l'occasion de recadrer les stratégies d'actions à impact rapide et de dégager une feuille de route pour l'élaboration et la mise en œuvre du Plan local de développement durable.

Pour le colonel Idjihadi, le présent atelier « ... s'inscrit dans la feuille de route établie lors de l'atelier de novembre 2020. À l'issue de cet exercice nous aurons un plan de développement local durable validé par les parties prenantes de la ville de Tsidjé ainsi que 2 à 3 projets à impact rapide à mettre en chantier pour le 2e semestre de cette année».

Aussi « Le lancement de cet atelier constitue une étape importante dans cette cadence. Il permettra aux uns et aux autres d'apprécier à juste titre le chemin parcouru, de mesurer le travail réalisé ensemble et de baliser les pistes d'actions de la ville dans les secteurs prioritaires pour réaliser les ambitions de la Ville de Tsidjé dans les 5 prochaines années».

L'ambassadeur Ognimba, a été agréablement surpris par la qualité de l'accueil qu'il a reçu au cours de cette cérémonie, qui avait vu la mobilisation de l'ensemble de la communauté dans

toutes ses composantes. Ce samedi, la ville de Fombouni, dans le sud de l'île, va s'engager dans ce processus de ville durable tou-

jours avec l'appui de la Francophonie par l'intermédiaire de l'IFDD.

Mmagaza

DROIT DE RÉPONSE

Au nom du respect des libertés individuelles, je me permets d'utiliser mon droit de réponse pour rétablir certaines vérités volontairement ou involontairement occultées par La Gazette des Comores du 20 juillet 2021.

Tout d'abord, cet article manque d'investigation car il soutient au conditionnel que j'aurais percuté un policier. Cette information n'est que pure désinformation car elle est dépourvue de toute preuve palpable.

J'estime que la moindre des choses aurait été que je sois entendu par son auteur. Ce qui n'a pas été le cas.

Je saisis donc l'occasion qui m'est offerte ici, pour dire que non, je n'ai percuté personne ni violenté aucun policier.

Au contraire c'est moi qui ai subi beaucoup d'humiliations et d'agressions dont le but était de rabaisser ma personne et tout ce que je représente.

Cette attitude est indigne d'une Police républicaine qui se respecte.

Nous ne sommes pas en dictature mais en démocratie pour ceux qui pensent que la dignité humaine est un vain mot.

Je respecte nos institutions et affirme qu'en tant qu'ancien député j'ai toujours œuvré pour que notre Police soit exemplaire.

C'est pourquoi j'ai porté plainte contre mes agresseurs pour que justice soit rendue.

Je respecte La Gazette des Comores pour ses efforts en faveur de la manifestation de la vérité.

Par contre j'ose dire que le mode conditionnel qu'utilise cet article n'est pas de nature à affirmer avec certitude la vérité.

Abdoufatah Said Mohamed



L'Ambassadeur Ognimba face à l'Assemblée.

NON-RESPECT DES MESURES BARRIÈRES :

Azali menace de suspendre les festivités de mariages

Le chef de l'État qui a constaté que les citoyens prennent des dangereuses libertés avec les conditions assorties aux mesures d'allègement annoncées dans le contexte de la Covid-19, a tapé du poing sur la table. Lors de son allocution à l'occasion de l'Éid el-kabir, il a prévenu que si la population continuait sur cette lancée, il n'hésiterait pas une seconde à suspendre de nouveau les festivités de mariages, vecteur majeur de contamination.

Ça doit être la toute dernière sommation. Le chef de l'État tout comme les méde-

cins se veut très prudent. Les bilans des première et deuxième vagues ont sans doute contribué à cette position (quasi) intransigente. Mercredi 21 juillet à la grande mosquée de Mitsoudjé après la prière de l'Éid el-kabir, Azali Assoumani a monté le ton face au laisser-aller dans les festivités de mariages, lesquelles si elles sont autorisées, ne sont pas exemptes d'une panoplie de conditions.

Parmi elles, la limitation des invités à 50 personnes. De plus, la célébration doit impérativement avoir lieu dans un lieu privé. Le port de masque et la distanciation sociale ne sont pas en reste.

Malheureusement toutes ces conditions sont le cadet des soucis des organisateurs, mais aussi des invités. Face à cet état de fait qui risque de replonger le pays dans une nouvelle vague meurtrière surtout à un moment où le variant Delta menace les pays voisins, ce qui a poussé les médecins à réclamer un tour de vis à commencer par la fermeture partielle des frontières, le chef de l'État a tapé du poing sur la table.

« Nous avons beaucoup de choses à faire que d'envoyer tout le temps les militaires dans nos villages [à cause du non-respect des conditions liées à la reprise des fes-

tivités de mariages] », devait-il dire avant d'ajouter : « Je vous préviens que si cette situation ne prend pas fin, je serai dans l'obligation de durcir davantage les mesures, quitte à suspendre de nouveau les festivités ».

Après avoir insisté sur le respect des mesures barrières, le chef de l'État a montré son souhait que la campagne de vaccination lancée depuis le 14 juillet dernier soit une réussite. « Notre souhait est de vacciner, au total, 552.677 personnes, soit 60% de la population, pour atteindre l'immunité collective, comme le préconisent les scientifiques et les professionnels

de santé. Allez donc vous faire vacciner ».

Saluant les partenaires qui ont appuyé le pays en matière de vaccins et des matériels médicaux, à savoir la Chine, les Émirats arabes unis, l'Oms, l'initiative Covax, la République française, l'Inde..., Azali reconnaît que « ces grands gestes fraternels et généreux constituent une nouvelle manifestation de la solidarité agissante qui caractérise ces pays frères et ces organismes amis ».

Andjouza Abouheir

CORONAVIRUS :

Un vol charter pour les Comoriens bloqués à Madagascar

L'agence Comores Voyage a annoncé dans un communiqué le rapatriement de Comoriens bloqués à Madagascar depuis les fermetures des frontières malgaches avec Moroni début 2020 à cause de la crise sanitaire de coronavirus. Le vol charter annoncé pour le 26 juillet prochain prévoit de ramener à Moroni 162 passagers.



Des Comoriens bloqués Mada. (Photo d'archive)

Un ouf de soulagement pour une partie des Comoriens bloqués à Madagascar, ne pouvant plus rentrer à cause de la fermeture des frontières entre

Antananarivo et Moroni. En effet, l'agence Comores Voyage s'est proposé en solution palliative

pour rapatrier quelques 126 personnes à Moroni, proposant un vol charter Antananarivo-Moroni

le 26 juillet prochain. C'est en collaboration avec la communauté des étudiants comoriens à Madagascar (CECOM) et la compagnie aérienne Air Seychelles représentée par Rogers aviation, que Comores Voyage organise ce vol charter avec un airbus A320 de 150 places en économique et 12 places en business avec un tarif du billet de 240.000 kmf selon le communiqué publié par l'agence Comores Voyage.

Joint par nos soins, le porte-parole du gouvernement Houmed Msaidie fait savoir que les autorités vont accompagner cette initia-

tive en vue de la facilitation des démarches. « Nous allons faire un accompagnement pour les démarches pour qu'ils retrouvent leurs familles respectives ».

Pour mémoire, lors de la première vague de la Covid-19, le gouvernement avait mis les bouchées doubles pour rapatrier les Comoriens bloqués à l'extérieur. Une opération qui s'est traduite par un échec, surtout pour ceux qui se trouvent hors de la France car le nombre de vols mis à leur disposition était largement insuffisant.

Andjouza Abouheir

ENVIRONNEMENT

La journée de l'économie bleue a été célébrée à Mohéli

La journée de l'économie bleue de l'année bleue de l'océan indien a été célébrée par des activités culturelles et environnementales à Alliance française de Fomboni mais aussi à Nioumachoi par le CLAC en collaboration avec le club de lecture « Lune des îlots »

motion des initiatives locales en la matière. L'objectif de cette journée était de sensibiliser les populations au rôle et à l'importance de l'économie bleue dans leur quotidien et promouvoir une gestion durable des ressources halieutiques, tout en assurant la protection de la biodiversité et

des espaces marins et littoraux. Les événements sont organisés par les services de coopération et d'action culturelle des ambassades de France des pays concernés.

À Nioumachoi, ce sont des activités de sensibilisation sur l'économie bleue que regorge

l'île de Mohéli. Des activités organisées par le CLAC (centre de loisir et d'animation culturelle) en partenariat avec le club lune des îlots.

Riwad



L'Alliance Française de Fomboni, avec le soutien de l'Ambassade de France, la Direction régionale du Tourisme, l'Office régional du Tourisme et le Parc National de Mohéli ont organisé le samedi 17 juillet la journée de l'économie bleue qui s'inscrit dans le cadre de l'année bleue de l'océan indien, une initiative de la Commission de l'océan indien.

Il s'agit d'une journée de sensibilisation au concept d'économie bleue pour une gestion durable et responsable des activités économiques côtières et de pro-

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
 Saïd Omar Allaoui
Directeur de la publication
 Elhad Saïd Omar
Rédacteur en chef
 Mohamed Youssouf
Secrétaire de rédaction
 Toufé Maecha
Rédaction
 A. Mmagaza
 M.I.M Abdou
 A.O. Yazid
 Andjouza Abouheir
 Nassuf Ben Amad
 Kamal Gamal Abdou
 Nabil Jaffar
 Riward
 Raanti Aboubakar (Stagiaire)
Chronique Sportive
 B.M. Gondet
Mise en page
 Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
 Mariama Mhoma
Documentation archiviste
 Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
 Mohamed Saïd Hassane
Impression
 Graphica Imprimerie
 www.lagazettedescomores.com
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45

AFFAIRE DES TERRAINS GRIMALDI

Le temps d'appliquer les décisions de justice selon l'avocat de Mina

Longtemps dans le silence, l'avocat de madame Mina Fanna Grimaldi, maître Mzé Azad s'est exprimé devant la presse le samedi dernier. Devant la presse, il a expliqué, dossier à l'appui, la nécessité des autorités publiques à faire appliquer les décisions rendues par la justice. Et selon l'avocat, l'Etablissement Grimaldi sis au quartier des Banques revient de droit à sa cliente selon la justice.

Si il y a bien un dossier foncier qui fait encore débat sur la place, c'est bien évidemment le dossier des terrains dits Grimaldi. Devant la presse, maître Mzé Azad, avocat de Mina Fanna Grimaldi, présentée comme la veuve de Grimaldi tente d'expliquer la teneur de cette affaire et expose les décisions rendues et qui, à l'en croire, donnent raison à sa cliente. « Il n'y a pas qu'aux Comores que ma cliente a eu des procès. En France, elle a eu gain de cause devant la Cour d'Appel d'Aix en Provence et la Cour de Cassation face à la famille de son défunt

mari », devait-il rappeler en marge de la causerie qu'il a eue avec la presse.

Dossier à l'appui, cet ancien procureur de la République explique que ce litige « date d'une vingtaine d'années ». « Je tiens ici à dire que feu Grimaldi s'était installé aux Comores vers les années 40 et qu'il a servi ce pays. Comme tout citoyen, il a acheté des terrains et y a investi. Certains parmi ses bâtiments ont servi l'Etat sous forme de location et d'autres continuent à servir car il a fait un don à son pays d'accueil », martèle celui qui annonce que « dans son testament, sa femme d'origine marocaine, Mina Fanna Grimaldi, est choisie comme héritière ».

Face à la municipalité de Moroni, Mina Fanna se trouve dans un conflit à la fin difficile car, « la mairie ne respecte pas les décisions rendues par la justice » comme le dit son avocat. « Le dernier arrêt rendu par la Cour Suprême dans ce dossier avait ordonné la réintégration des biens retirés de la masse successorale léguée par son défunt mari. Malgré cette décision de



justice, la municipalité fait fi », explique l'avocat regrettant que « les décisions de justice ne soient pas respectées ».

Si la mairie de la capitale se dit prête à tout mais promet de ne pas céder l'espace abritant l'Etablissement Grimaldi, un terrain connu du nom de l'ancien propriétaire, maître Mzé Azad rappelle que « contrairement à ce qui se dit, je vous affirme que le mari de ma cliente a acheté ce

terrain d'une dame de Moroni d'une valeur qui avoisine les 16 milles euros ». « Grimaldi possédait différents espace dont le bâtiment abritant la caserne de la Gendarmerie, le bâtiment de l'ancienne Comores Import sis à Djomani, les bâtiments de l'Enfag (Ecole nationale des forces armées de la gendarmerie), les locaux du CNDRS, et le bâtiment de l'hôtel Karthala. Et jusqu'au début des années 90, il

percevait des revenus de location de l'Etat », explique-t-il en précisant que « ma cliente ne réclame pas les structures et autres terrains en possession de l'Etat ».

L'avocat de Mina Fanna insiste sur l'exécution de la décision rendue par les autorités de justice et précise que « le respect de la loi et des décisions de justice est dans la responsabilité de tous ». Si maître Azad parle de la clarté sur la formule exécutoire qui ordonne aux autorités de la force publique (huissiers, police et gendarmerie) de contribuer à l'exécution de cette décision, il rappelle en marge de son intervention que sa partie continuera à attendre à ce que celle-ci soit appliquée ». Si la vérité n'a pas tardé à se faire connaître dans ce dossier, il faut en principe dire que l'arrêt N°28/18 du 30/08 2018 du la Cour Suprême, l'arrêt N°27/19 du 10/04/2019 de la Cour d'Appel de Moroni et la décision 58/16 du 15/03/2016 donnent raison à Mina Fanna.

A.O Yazid



APPEL A CANDIDATURE

Le Bureau local de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) à Moroni

Lance un appel à candidature pour le poste de

Assistant(e) aux opérations de réintégration – Contrat Type « Ungraded » (Equivalent G4)



Contexte :

En tant qu'agence des Nations Unies leader dans le domaine de la migration, l'OIM agit avec ses partenaires en vue de contribuer à relever concrètement les défis croissants que pose la gestion des flux migratoires, favoriser la compréhension des questions de migrations, promouvoir le développement économique et social à travers les migrations, et oeuvrer au respect et la dignité humaine et au bien-être des migrants. Dans ce contexte, le Bureau Local de l'OIM Moroni en vue de la bonne mise en oeuvre des activités d'assistance aux migrants comoriens bénéficiaires des programmes en cours, sollicite les services d'un(e) Assistant(e) des opérations de réintégration qui sera placé sous la supervision générale de la Chargée Nationale de Programme, et la supervision directe de l'Assistant en réintégration.

Attributions et responsabilités :

L'Assistant(e) aux opérations de réintégration aura en charge de :

1) Fournir un soutien programmatique et opérationnel général en vue de la bonne mise en oeuvre des activités du projet, notamment les activités de soutien à la réintégration individuelle (case management) et les activités d'engagement communautaires en soutien à la réintégration ;

2) Fournir selon les besoins un soutien logistique à l'aéroport pour l'arrivée de bénéficiaires et assurer un

point de contact avec ceux-ci ; et prendre et faciliter les contacts avec les retournés comoriens après leur arrivée aux Comores ;

3) Appuyer à l'orientation des bénéficiaires et au partage d'information en vue du développement des plans de réintégration ;

4) Soutenir les activités de liaison et de suivi des Assistants Administratif et financier, et en réintégration avec les prestataires de services et partenaires de mise en oeuvre afin de s'assurer que les prestations planifiées sont organisées pendant la durée du projet et répondent aux besoins de documentation administrative et financière de l'OIM ;

5) Soutenir les activités d'achats, de réception de matériels et/ou biens achetés, et la remise aux bénéficiaires, faciliter et appuyer les besoins en termes de transport et de positionnement sur site final ;

6) Faire des descentes sur site pour des vérifications de remise de matériels et/ou biens achetés, et contribuer à assurer un contrôle qualité général des achats et services ;

7) Appuyer les activités de documentation des activités, classement et transmission des preuves de paiement aux personnels concernés ;

8) Tout autre tâche qui pourrait lui être confiée.

Profil du candidat :

- Être titulaire d'un diplôme universitaire supérieur (Master) en administration /logistique et/ou formation attestée dans ces domaines.
- Avoir un minimum de deux(2) ans d'expérience dans la mise en oeuvre de projets complexes de coopération centrés sur l'accompagnement individuel à des projets socio-économiques ;
- Expérience démontrée en termes de coopération et liaison avec les autorités gouvernementales, et d'autres organismes internationaux/nationaux ;
- Excellente communication et capacité d'organisation.
- Une expérience de travail au sein du Système des Nations Unies serait un atout.

Comment postuler :

Les TDRs détaillés en version électronique peuvent être obtenu sur demande à l'adresse suivante : IOIMMadagascar@iom.int. Les candidatures comprenant un CV détaillé, une lettre de motivation, ainsi que les contacts et détails de deux références professionnelles doivent être envoyé à l'adresse e-mail suivante : IOIMMadagascar@iom.int avant le **2 aout 2021** avec dans l'objet de l'email la mention : « **Candidature 2021-003-KM10** ».

HANDBALL

Yahya Athouman : "Depuis 2015 le handball comorien n'a rien bénéficié de la fédération internationale"

Devant la presse, les anciens du handball ont regretté la façon dont le responsable du handball Dada Ben Omar administre ce sport sur le plan national et international depuis l'élection de ce dernier à la tête du comité national du handball en 2015. Selon Yahya Athoumani Magasto, le handball a perdu son poids et ses avantages au niveau national et international.

C'était le 19 juillet à l'occasion d'une remise de matériel de handball dont des chaussures et ballons que l'entraîneur Yahya Athouman a saisi l'opportunité pour faire une rétrospective de la discipline dans le pays. Entouré par les grands piliers du handball, il a énuméré certains avantages que les pratiquants ont bénéficiés depuis 2007 jusqu'à 2014. « J'ai voyagé à plusieurs reprises avec sur

fonds propres et je suis revenu avec des billets qui ont permis à des jeunes locaux de voyager dans des pays européens et africains pour participer à des compétitions de handball dans lesquelles nos équipes féminines et masculines sont revenues avec des médailles d'or. C'est l'image que je me suis longtemps battue pour offrir au handball comorien », rappelle-t-il.

Selon lui, depuis le mandat de Dada Ben Omar à la tête du handball comorien, la discipline a changé de visage sur le plan national car « ce jeu ne bénéficie plus des avantages auprès de la Fédération internationale. Avant on bénéficiait des poteaux, des ballons et d'autres équipements puis des compétitions. Ce n'est pas le cas en occurrence ».

Pour Foundi Pomo, un des piliers qui ont introduit le handball dans le pays a sollicité d'éviter les petites querelles qui ne servent à



Des anciens du Handball en conférence de presse.

rien en vue de consentir des efforts communs pour élever le handball à un niveau où les anciens n'ont pas pu le faire avant. « C'était en 1968 que j'ai quitté la grande île

Madagascar et j'ai réussi à introduire cette discipline avec certains amis qui malheureusement nous ont quitté. A cette époque il y'avait quatre équipes de handball uniquement. Il

n'y'avait même pas une fédération. Donc il faut que ceux qui ont pris la relève se concentrent sur l'évolution de cette discipline », dit-il.

Kamal Gamal

FÉDÉRATION COMORIENNE DE TENNIS DE TABLE :

Les pongistes nationaux absents à Tokyo mais dynamiques aux Comores

En Tunisie en février 2020, la Fédération Comorienne de Tennis de table (Fctt) avait pris part au tournoi africain de qualification pour l'édition 2021 des Jeux Olympiques de Tokyo. La représentante comorienne Ahlam Abdel Abdallah n'a pas pu concrétiser les critères requis. Ceci explique donc cela.

À côté des pongistes de l'Océan indien et d'autres concurrentes du continent, la Fctt a été représentée par Ahlam

Abdel Abdallah, une compatriote pongiste qui vit à Sharjah. « Elle a réalisé un parcours relativement encourageant, mais insuffisant pour décrocher les tickets pour le Japon ? C'est une pépite à suivre de près. D'autres rendez-vous sportifs scintillent à l'horizon. Nous serons présents. Les diverses rencontres amicales et officielles animées régulièrement illustrent notre perspicacité », annonce Africa Youssouf, président de la Fctt.

Ainsi, depuis février 2020 jusqu'à nos jours, si Africa Youssouf a

redynamisé la discipline et motivé ainsi les pongistes (joueuses et joueurs de Ping-Pong), âges et sexes confondus, par la multiplication des stages de formation, de recyclage et de perfectionnement des encadreurs techniques, et intensifier les tournois civiles et scolaires. Youssouf précise : « Les animations dans le milieu scolaire permettent de préparer des futurs talents. Le dernier tournoi scolaire des jeunes, filles et garçons de moins de 15 ans, organisé à Moroni, a servi de tremplin à certains jeunes talen-

tueux de s'exprimer au mieux, de focaliser l'attention et de se faire remarquer. Quatre d'entre eux représenteront les Comores aux jeux mondiaux des U15 à Belgrade ».

Ces ambassadeurs comoriens, attendus en Serbie du 11 au 19 septembre 2021, sont Ben Cheikh Hassane (au milieu), Al-Amine Mohamed (à droite), Islam Saïd (à gauche), et la vaillante Halima Ali,

isolée. Le patron de la Fctt a érigé en cheval de bataille l'encadrement pédagogique, technique et psychologique des pépinières pongistes. « Cette politique d'encadrement des jeunes constitue la base de notre pédagogie. Les adultes, disponibles pour les tournois civils internationaux ne sont pas mis à l'écart », conclut Si Africa Youssouf.

Bm Gondet

DERNIÈRE MINUTE

Un mort et un blessé grave dans un conflit inter-villageois

Un conflit entre des individus de Vouvouni et du village limitrophe de Ndrouani a fait un fait un mort du côté de Ndrouani et un blessé grave du côté de Vouvouni, a-t-on appris de source hospitalière hier tard dans l'après-midi, quelques heures après les faits. Il y avait une forte présence policière. Plus d'informations dans nos prochaines éditions.

Prières aux heures officielles Du 21 au 26 Juillet 2021

Lever du soleil:
06h 28mn
Coucher du soleil:
17h 57mn

Fadjr : 05h 15mn
Dhouhr : 12h 15mn
Ansr : 15h 12mn
Maghrib : 18h 00mn
Incha : 19h 14mn







PNUD
Union des Comores



AVIS D'APPEL D'OFFRE

« Travaux de construction de bâtiments DGSC – ULPC »

Le PNUD souhaite recruter une société pour des travaux de construction de bâtiments à Anjouan et a Mohéli.

Les soumissionnaires dans ce domaine et intéressés par cet appel d'offre sont priés de bien vouloir prendre connaissance des Termes de Références en suivant le lien ci-dessous :

https://procurement-notices.undp.org/view_notice.cfm?notice_id=80854

**Les offres devront parvenir
au PNUD – Comores au plus tard le 29 Juillet 2021 via
la plateforme en ligne E-Tendering.**

SOCIÉTÉ

Mrafeni assure l'assainissement de ses ruelles



Opération assainissement à Mrafeni Mohéli.

Les jeunes de Mrafeni (quartier de Djoiezi) ont débuté dimanche dernier les travaux d'assainissement des routes et ruelles du quartier. L'objectif est de redorer l'image de la localité.

C'est sous un soleil ardent que ces jeunes de Mrafeni travaillent d'arrache-pied pour redorer l'image de leurs quartiers. Des brouettes, pelles à la main, ces jeunes ont retroussé les manches pour faire de leurs quartiers un exemple à suivre. Et pour y

parvenir les idées ne manquent pas. Mais ils ont commencé tout d'abord par assainir les passages. Ce sont des travaux qui ont, en principe, débuté il y'a plus de 4 mois mais faute des moyens techniques et financiers, ils ont été stoppés pour une très longue période.

Pour Mahmoud Boura, un des jeunes initiateurs de ce projet « ce n'est pas seulement les jeunes de Mrafeni qui effectuent ce genre de travaux. D'autres villages font la même chose mais toujours est-il que la grande partie de ces chantiers

sont freinés pour des raisons financières ». « Il serait donc judicieux que les autorités pensent également à aider ces genres de travaux pour l'intérêt de tous car les routes sont des biens communs », dit-il.

N'est-il pas un prêche dans le désert ? Depuis l'ancien FADC (fonds d'appui au développement communautaire) les autorités politiques sont aux abonnés absents dans la réalisation des travaux d'initiative communautaire si ce n'est pas dans les capitales.

Riwad

La Gazette des Comores

BP 2216 Moroni – UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 – 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse postale : _____ email : _____

Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :

3 mois Montant : _____

6 mois Montant : _____

12 mois Montant : _____

Mode de règlement :

Espèces

Chèque n° _____

Virement bancaire réf. : _____

Moroni le,

Signature :

Tarifs d'abonnement

(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Anuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127



PERSONAL SERVICES CONTRACTOR (PSC)VACANCY ANNOUNCEMENT

OPEN TO: All Interested Candidates

POSITION: Peace Corps Medical Officer

OPENING DATE: July 15th, 2021

CLOSING DATE: August 8th, 2021

WORK HOURS: Monday - Thursday 7h30-17h30, Fridays 7h30-11h30, and as needed

SALARY RANGE: USD \$35,000-\$40,000 per year

The United States Peace Corps seeks a Medical Doctor or Nurse Practitioner to serve as a contracted Peace Corps Medical Officer (PCMO) based in Moroni, Comoros. The PCMO will provide health care to U.S. Peace Corps Volunteers in Comoros and will work under the supervision of the Peace Corps Country Director in Moroni and the Peace Corps Office of Medical Services in Washington DC.

The full position submission requirements including compulsory forms are available upon request by sending an email to PCcomoros@peacecorps.gov. All applications should be submitted electronically and in English to PCcomoros@peacecorps.gov with "PCMO-Comoros" in the subject line by 11:59pm Sunday, August 8th, 2021.